

N°1546

du 24  
Mai  
2022



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

## SIGNAUX AU VERT AU PORT DE LOME

Edem Tengue confirme: "Les investissements consentis il y a quelques années ont porté leurs fruits" (P.6)

NOUVELLE CAMPAGNE COTONNIÈRE (P.6)  
180.000 ha d'emblavure espérés pour 2022-2023

AIRES PROTÉGÉES (P.3)  
Bientôt un zonage participatif du parc  
Fazao-Malfakassa pour une gestion durable

LE "GUIDE DU CAFÉ" (P.4)  
Lancé à Lomé le 27 mai en "français" pour le  
bien de l'inclusion de tous les acteurs

# ALLÈGÈMENTS FISCAUX ET DOUANIERS 2021

P. 3

## Le rapport:

### 471 mesures pour 95,85 milliards FCfa

*Au plan juridique, le code général des impôts, les lois de finances, le code des douanes, le statut de la zone franche, le code des investissements, le code minier, les conventions particulières et les autres textes réglementaires en parlent. Lorsque l'Etat doit renoncer à certains encaissements, ça s'appelle dépenses fiscales de l'Etat. Certains préfèrent parler d'une perte de recettes pour l'Etat et les collectivités locales. Par définition, la dépense fiscale correspond donc à un abandon de recettes fiscales, résultant de la mise en œuvre du dispositif législatif, réglementaire et conventionnel qui déroge à une norme fiscale (système fiscal de référence). Il s'agit, entre autres, des abattements, des taux réduits, des exonérations, des réductions d'impôts, des exemptions et des régimes spéciaux. Au mieux, c'est un transfert de ressources publiques, plutôt qu'une dépense directe. Ce sont des allègements fiscaux et douaniers...*



Philippe Kokou Tchodié, Commissaire général par intérim de l'Office togolais des recettes (OTR)

## POUR ÉVITER DES DÉSAGRÈMENTS

### Kokoroko veut que les dons aux écoles soient encadrés

P.4

## RUPTURE DE COMPTEURS "CASH POWER"

### Les compteurs traditionnels pour secourir les nouveaux abonnés

P.7

## Musique

## Watan-Watan, le deuxième album du Rapper togolais Pikaluz dans les bacs

Le rappeur togolais Pikaluz sort un deuxième album titré Watan-Watan. L'album sera présenté au public togolais au cours d'une soirée, ce 25 mai 2022 à Canal Olympia Midé à partir de 17 H. L'album comporte 20 morceaux.

Il se faisait un nom en 2019 "klimalor", qui veut dire incontournable en langue française, son tout premier album de 22 titres.

Il est produit par le label Atiglini Team. L'artiste s'est surtout fait connaître avec son clip "Bintoua". Pikaluz a reçu le prix "artiste révélation de l'année" lors de la 14ème édition de la Nuit des All Music



## Nécrologie

## L'acteur et metteur en scène algérien Ahmed Benaïssa est mort

L'acteur et metteur en scène de théâtre Ahmed Benaïssa est décédé le 20 mai 2022 à l'âge de 78 ans des suites d'un cancer vendredi dernier à Cannes.

Au cours d'une carrière de 50 ans, entamée en 1971, il avait joué dans plus de 120 films dont des productions algériennes remarquables à l'international comme Papicha, Le sang des loups, De Hollywood à Tamarassat ou Hors

la loi.

"Foudroyé par un malaise", il est décédé vendredi à Cannes, avant la projection du film Goutte d'or de Clément Cogitore, dans le cadre de la semaine de la critique. L'acteur sera rapatrié et inhumé en Algérie, selon son fils, a indiqué l'agence officielle algérienne APS.

L'écrivain algérien Kamel Daoud lui a rendu un hommage appuyé sur Twitter : "une belle âme, un grand

acteur, un homme sans haine et au talent immense", en soulignant qu'Ahmed Benaïssa participait au "tournage du film 'Meursault contre-enquête' (inspiré du roman éponyme de Kamel Daoud, ndr) pour l'un des deux rôles principaux".

Né en 1944 à Alger, Ahmed Benaïssa a eu une des carrières les plus riches du théâtre et du cinéma algériens, collaborant avec de nombreux réalisateurs comme

Merzak Allouache ou encore Rachid Bouchareb.

Comédien reconnu pour son talent exceptionnel, il avait mené de nombreux projets sur les planches du théâtre à Alger et à Oran (ouest). Ahmed Benaïssa avait également dirigé en 1995 le théâtre régional de Sidi Bel Abbès, non loin d'Oran, pendant la très difficile période de la décennie noire, la guerre civile qu'a subi le pays entre 1992 et 2002.

## Guerre en Ukraine

## Le rocker russe Yuri Shevchuk arrêté après avoir dénoncé la guerre en Ukraine

Lors d'un concert donné par son groupe DDT, le 18 mai dernier dans la ville de Perm, Yuri Shevchuk a manifesté son indignation face à la guerre en Ukraine. Cette prise de parole lui a valu une arrestation et le rocker risque désormais la prison.

C'est Yuri Shevchuk, le leader du groupe, qui a pris la parole sur

scène, pour déplorer les actions de l'État russe. Il les a apparentés à "des projets napoléoniens" dignes d'un "Jules César local" - que l'on imagine être Vladimir Poutine : "Notre mère-patrie, mes amis, ce n'est pas lécher le cul du président en permanence. La mère-patrie est une pauvre grand-mère qui vend des pommes de terre à la gare", a-

l-il déclaré.

Les conséquences ont été immédiates et sont survenues dès la fin du concert : "Les forces de sécurité ont pénétré dans les coulisses et ont isolé YuYu du groupe sans même laisser passer le directeur du groupe", a raconté Radmir Usaev, un producteur présent lors des faits, sur son profil

Instagram.

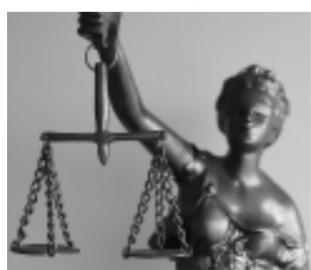
La rockstar n'en est pas à sa première critique publique de Vladimir Poutine. Conformément à la nouvelle loi mise en vigueur il y a trois mois par l'État russe, Yuri Shevchuk risque jusqu'à 15 ans de prison pour "fausses déclarations" sur le conflit en Ukraine.

## Numérique

## Une base de référence gratuite de contenus juridiques fiables

Lefebvre Dalloz, marque en France du groupe Lefebvre Sarrut, annonce le lancement d'Open Lefebvre Dalloz basé sur un modèle freemium. L'outil répond aux difficultés de recherche soulignées par les professionnels. Ils mentionnent la dispersion de sources d'informations juridiques et le manque de temps pour tout explorer. À cela s'ajoute le manque de fiabilité des informations trouvées à partir des moteurs de recherche sur internet.

Dès la formulation de leur question juridique sur les moteurs de recherche internet, les professions réglementées (avocats, notaires, experts-comptables...) et les professionnels en entreprise (DRH, DAF, juristes...) accèdent immédiatement et



gratuitement, à un premier niveau d'information généraliste et fiable, tous issus des fonds documentaires Lefebvre Dalloz. S'ils souhaitent aller plus loin, ils peuvent également accéder, depuis la même base, à des contenus payants plus experts, toujours issus des fonds Lefebvre Dalloz.

Selon Anne Grèze, directrice marketing de Lefebvre Dalloz : "L'objectif d'Open Lefebvre Dalloz est de répondre aux nouveaux usages des professionnels du droit et du chiffre qui, pour plus de 57 % d'entre eux, déclarent effectuer leur recherche juridique sur les moteurs de recherche. Grâce à une stratégie de référencement de contenus gratuits sur les moteurs de recherche, Lefebvre Dalloz entend faire découvrir l'étendue et l'excellence de ses contenus et services au plus grand nombre et ainsi devenir un réflexe pour ses publics."

Une remière version dédiée au Droit social vient d'être mise en ligne à destination des professionnels ayant

des questions juridiques en droit social. Elle est consultable à cette adresse et propose :

- des fiches thématiques, pour une vue synthétique des problématiques juridiques
- des outils (modèles, simulateurs, barèmes & taux), pour faciliter le passage à l'action
- des actualités issues des médias spécialisés de Lefebvre Dalloz pour anticiper les évolutions du cadre réglementaire : La Quotidienne des Éditions Francis Lefebvre, la Veille Permanente Social des Éditions Législatives, et Dalloz Actualité.

Le site est par ailleurs amené à s'enrichir de nouveaux contenus juridiques.

## Cinéma

## Omar Sy, personnage principal du film Tirailleurs

« Nous n'avons pas la même mémoire mais nous partageons la même histoire ». Ce sont les mots de l'acteur français Omar Sy lors de la projection du film « Tirailleurs », réalisé par Mathieu Vadepied et présenté en ouverture de la section Un Certain Regard du Festival de Cannes. Le film retrace l'histoire de 200 000 tirailleurs sénégalais envoyés au combat en France lors de la Première Guerre mondiale. Une histoire qui n'a quasiment jamais

été raconté au cinéma. Elle posait, il est vrai, une vérité on ne peut plus judicieuse pour évoquer l'enjeu de ce film sur l'histoire des tirailleurs sénégalais, à travers le destin de deux d'entre eux, père et fils, dans lequel s'est totalement impliqué le plus populaire des acteurs français.

Cela fait en effet plus de dix ans qu'Omar Sy soutient ce projet. En 2011, alors qu'il tourne ce qui deviendra son plus grand succès au grand écran et



en fera une star, le long-métrage intouchables, il évoque avec le chef opérateur, Mathieu Vadepied, qui ambitionne alors de devenir réalisateur, un projet encore vague qui leur

tient à cœur à tous deux : l'histoire des tirailleurs sénégalais en première ligne, notamment à Verdun, pendant les combats de la Seconde Guerre mondiale.

## AZIMUTS INFOS

## Les États-Unis vont bientôt tester la plus puissante arme laser du monde

L'armée américaine compte tester un canon laser de 300 kilowatts. Ce sera l'arme de ce type la plus puissante. Plutôt que d'abattre de petits drones, elle pourrait servir à engager avec précision et détruire des missiles, des avions et des hélicoptères à proximité.

Un canon laser monté sur un camion lourd et capable d'abattre d'un tir un missile, un avion ou un hélicoptère, voici l'arme que compte tester l'US Army l'an prochain. Une arme capable de délivrer un laser de 300 kilowatts, c'est-à-dire, au moins trois fois plus puissante que ce qui existe aujourd'hui. Ce système d'arme laser, le plus puissant ayant jamais existé est en train d'être conçu mutuellement par General Atomics Electromagnetic Systems (GA-EMS) et Boeing. La vue d'artiste de l'ensemble est moins impressionnante que l'armement, puisqu'il s'agit d'un gros container posé sur un camion porte-char ou missiles. Évidemment, pour le moment le constructeur ne délivre que peu de détails techniques sur l'engin, mais l'on sait qu'il ne s'agit pas du tout du même système que sur les modèles existants.

Une nouvelle technologie pour plus de puissance destructrice

Ainsi, sur les autres canons laser, on assemble plusieurs émetteurs laser dits à fibre (optique), dont les rayons se concentrent en un seul. Le seul souci, c'est que ce type de laser chauffe beaucoup, ce qui limite sa puissance à une plage allant de 30 à 100 kilowatts dans le meilleur des cas. L'arme est alors tout juste suffisante pour abattre des petits drones, ou des munitions de mortier. C'est d'ailleurs ce type d'arme laser, baptisée LaWS, qui avait été embarquée sur un transport de barge de débarquement de l'US Navy dès 2014.

Pour ce nouveau canon laser, GA-EMS combine de grandes plaques de lentilles montées en série. La première projette son faisceau dans la seconde, elle est amplifiée par la seconde et ainsi de suite. Le système chauffe moins et délivre plus d'énergie au final. Pour les militaires, ce système d'arme reste défensif et devrait servir à neutraliser des menaces entrantes très véloces ou évoluant à très basse altitude.

## Le drone Stalker XVE pulvérise tous les records d'autonomie

Lockheed Martin vient d'établir un nouveau record du monde pour l'autonomie d'un drone. Le constructeur a réussi à faire voler une version modifiée de son Stalker XVE pendant plus de 39 heures.

L'un des inconvénients des drones est leur faible autonomie. Le problème principal est que, pour accroître l'autonomie, il est nécessaire d'augmenter la quantité d'essence ou la taille de la batterie, ce qui alourdit l'appareil et réduit les gains. Certains constructeurs ont contourné l'obstacle en remplaçant par exemple les rotors par un ballon. L'autonomie est ainsi exceptionnelle, mais l'appareil est beaucoup moins polyvalent.

Lockheed Martin continue de travailler sur les drones quadricoptère, et a réussi à établir un nouveau record du monde pour un appareil de groupe 2 selon le classement du Département de la Défense des États-Unis, soit de 5 à 25? kilogrammes. Son drone a réussi à voler pendant 39 heures, 17 minutes et 7 secondes.

Un record atteint grâce à un réservoir à propane supplémentaire

Pour atteindre ce nouveau record, le constructeur a modifié un drone Stalker XVE. De base, celui-ci dispose d'une autonomie de 8 heures avec une pile à combustible à oxyde solide qui utilise du propane comme combustible. L'appareil pèse environ 20 kilogrammes et peut atteindre une vitesse de 93 km/h et une altitude de 3.658 mètres.

Dans le cas présent, Lockheed Martin a ajouté un petit réservoir à propane sur son aile. Le constructeur a aussi optimisé l'appareil pour l'endurance mais ne donne pas de détails sur les modifications effectuées. La firme a demandé la certification du record auprès de la Fédération aéronautique internationale (FAI).



Directeur de la Publication  
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction

Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA  
Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté

Graphisme

Guillaume BOGLA

Bi-hebdomadaire togolais  
d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression  
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

# ALLÈGEMENTS FISCAUX ET DOUANIERS 2021

## Le rapport:

### 471 mesures pour 95,85 milliards FCfa

Late Pater

Au plan juridique, le code général des impôts, les lois de finances, le code des douanes, le statut de la zone franche, le code des investissements, le code minier, les conventions particulières et les autres textes réglementaires en parlent. Lorsque l'Etat doit renoncer à certains encaissements, ça s'appelle dépenses fiscales de l'Etat. Certains préfèrent parler d'une perte de recettes pour l'Etat et les collectivités locales. Par définition, la dépense fiscale correspond donc à un abandon de recettes fiscales, résultant de la mise en œuvre du dispositif législatif, réglementaire et conventionnel qui déroge à une norme fiscale (système fiscal de référence). Il s'agit, entre autres, des abattements, des taux réduits, des exonérations, des réductions d'impôts, des exemptions et des régimes spéciaux. Au mieux, c'est un trans-

fert de ressources publiques, plutôt qu'une dépense directe. Ce sont des allègements fiscaux et douaniers. Dans une directive du 27 mars 2009, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) a recommandé aux Etats membres l'élaboration et la publication du rapport annuel sur l'évaluation des dépenses fiscales perçue comme un élément de transparence dans la gestion des finances publiques et un instrument d'appréciation de l'efficacité de la politique fiscale.

En juin 2021, le Togo a publié son premier rapport. Le deuxième rapport est produit en avril 2022, pour l'année 2021. L'évaluation a porté sur sept impôts (contre cinq dans le premier rapport, année 2019) : la **taxe sur la valeur ajoutée, l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu des personnes physiques, la patente, les autres droits**

**d'accises, le droit de douanes et la redevance statistique.** Au total, **471 mesures** contenues dans les différents textes juridiques ont été identifiées comme dépenses fiscales relatives à ces sept impôts. «*Compte tenu de la disponibilité des données, 442 dépenses fiscales ont été évaluées sur les 471 recensées, soit un taux de 93,8%*», fait observer le rapport. Ajoutant que le coût budgétaire des dépenses fiscales est estimé à **95,85 milliards de francs Cfa** en 2021, soit 15,4% des recettes liquides et 2,05% du produit intérieur brut. Par impôt, ce coût budgétaire est réparti comme suit : 40,24 milliards pour la TVA (42%) ; 18,97 milliards pour l'impôt sur les sociétés (19,8%) ; 16,15 milliards pour le droit de douanes (16,9%) ; 13,57 milliards pour la redevance statistique (14,2%) ; 5,52 milliards pour la patente (5,8%) ; et 1,4 milliard pour les autres droits d'accises (1,5%).

Selon l'Unité de politique fiscale, opérationnelle depuis juillet 2021, qui a produit le rapport, ce sont 653 mesures qui ont dérogé au régime général des impôts retenus pour l'évaluation en 2021. Comme source, la plus grande proportion de ces mesures est contenue dans les accords de siège (29,7%), le code général des impôts (19,1%), les conventions particulières (15,2%) et les autres lois (11,6%). Les mesures dérogatoires liées à la taxe sur la valeur ajoutée sont les plus importantes (24,7%), puis l'impôt sur le revenu des personnes physiques (19,8%), l'impôt sur les sociétés (19,1%), le droit de douanes (15%), la patente (8%), les autres droits d'accises (7,7%) et la redevance statistique (5,8%). C'est dans cet ensemble de 653 mesures dérogatoires recensées que 71 dépenses fiscales ont été identifiées.

Les accords de siège, le code général des impôts et les conven-



Philippe Kokou Tchodjé, Commissaire général par intérim de l'Office togolais des recettes (OTR)

tions particulières constituent les types de texte juridique qui contiennent le plus de dépenses fiscales, avec respectivement 21,4%, 20,4% et 20,2%. Il n'y a eu que 2,1% de dépenses fiscales dans le code des douanes. En ce qui concerne la répartition par impôt, les dépenses fiscales liées à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à l'impôt sur les sociétés et à la taxe sur la valeur ajoutée sont les plus importantes avec des proportions respectives de 22,3%, 21,4% et 20%. Suivent celles relatives au droit de douanes (14,2%), à la patente (10%), aux autres droits d'accises (6,2%) et à la redevance statistique (5,9%). Et par type de bénéficiaires, les entreprises cumulent 61,1% des dépenses fiscales identifiées, puis les institutions internationales et représentations diplomatiques 86,7% pour les associations et ONG, 88,9% pour les ménages et 42,9% pour les administrations publiques et autres entités d'utilité publique. Les trois dépenses fiscales au niveau des entités d'utilité publique 1,5%.

En suivant les branches d'activités, le rapport révèle que 23,5% des dépenses fiscales ont été accordées aux industries. La branche «Finance» a bénéficié de 15,6% des dérogations ; les branches «Eau et énergie» et «Action sociale» 11,4% chacune, «Santé» 6,1% et «Éducation» 1,9%. Sur la base de la fonction budgétaire, 76,4% des dépenses fiscales sont allées aux affaires économiques, 8,9% à la «Protection sociale», 7,6% à la «Santé», 2,3% à «Enseignement», 2,3% à «Logement et équipements collectifs» et 1,5% à «Services généraux».

Dans le premier rapport, 92,9% des dépenses fiscales ont été évaluées. Cette fois-ci, le taux est à 93,8%. Toutes les dépenses fiscales contenues dans le code des douanes, le code des investissements, le statut de zone franche industrielle, les codes miniers et les autres textes ont été totalement évaluées. Les taux d'évaluation des dépenses fiscales recensées dans les conventions particulières, les autres lois, les accords de siège et dans le code général des impôts sont respectivement de 98,9%, 98,2%,

93,1% et 79,2%. Par type impôt, les dépenses fiscales liées aux autres droits d'accises, au droit de douanes et à la redevance statistique ont été totalement évaluées. Par contre, sur les 94 dépenses fiscales liées à la taxe sur la valeur ajoutée, 88,3% ont pu être évaluées. De même, sur les 105 dépenses fiscales recensées au niveau de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, 97,1% ont été évaluées. Pour la patente et l'impôt sur les sociétés, les taux d'évaluation sont respectivement de 95,7% et 87,1%. Par bénéficiaire, 98,3% des dépenses fiscales dont bénéficient les entreprises ont été évaluées. Ce taux est de 88,9% pour les institutions internationales et représentations diplomatiques, 86,7% pour les associations et ONG, 88,9% pour les ménages et 42,9% pour les administrations publiques et autres entités d'utilité publique. Les trois dépenses fiscales au niveau des entités d'utilité publique 1,5%.

Par objectif, les dépenses fiscales de plus de 60% des objectifs ont été entièrement évaluées. Il s'agit, entre autres, des objectifs relatifs à la protection sociale, au développement du secteur minier, à la promotion des investissements, des exportations et au développement des zones défavorisées, à la facilitation de l'accès à l'eau et à l'énergie, à la facilitation de l'accès au logement, à la modernisation du tissu économique, à la promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi, au respect des traités et accords internationaux, au soutien à l'action publique, au soutien au développement du secteur des transports et au soutien au pouvoir d'achat. Au moins 80% des dépenses fiscales ont été évaluées pour les autres objectifs à l'exception de la promotion de l'éducation, de la culture et des loisirs (45,5%). On a aussi évalué par fonction budgétaire : 100% pour «Logement et équipements collectifs», «Ordre et sécurité publique» et «Services généraux» ; 96,7% pour «Affaires économiques», 94,4% pour «Santé», 81% pour «Protection sociale» et 45,5% pour «Enseignement».

## AIRES PROTÉGÉES

### Bientôt un zonage participatif du parc Fazao-Malfakassa pour une gestion durable

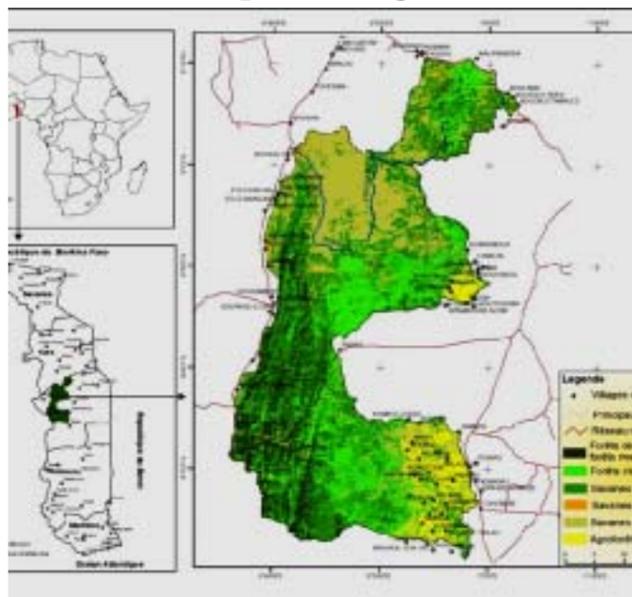
Late Pater

La dégradation du système national des aires protégées du Togo est due aux pratiques agricoles, au pâturage, à l'installation des habitations, au braconnage, aux feux de brousse et à l'exploitation forestière incontrôlée. Ce qui a poussé à multiplier les initiatives et mécanismes pour assurer une gestion participative et durable de ces aires protégées. C'est en soutien à cette dynamique de conservation de la biodiversité et de sécurisation des aires qu'est né le projet «Développement durable basé sur les moyens de subsistance respectueux de la biodiversité autour du parc Fazao-Malfakassa», pour diversifier l'économie locale sur la base des activités alternatives et améliorer les moyens de subsistance à travers l'utilisation durable de la biodiversité.

Pour y arriver, il faut identifier les différentes zones de la future réserve de biosphère de ce parc, assorties des règles de gestion de ses ressources. Spécifiquement,

réaliser un diagnostic participatif de l'état de conservation du parc et ses périphéries dans un rayon de 10 km à l'aide des supports cartographiques : définir les limites externes de la future réserve de biosphère de Fazao-Malfakassa ; réaliser le zonage participatif du parc et ses périphéries et définir les règles de gestion des ressources selon le zonage réalisé. Les 18 et 19 mai 2022 à Sokodé, il y a eu la réunion de zonage participatif et de définition des règles de gestion des ressources du parc national Fazao-Malfakassa, sur initiative du ministère de l'environnement et des ressources forestières. Elle a regroupé les communautés riveraines du parc, venues des communes Bassar 1 et 2, Blitta 1 et 2, Sotouboua 1, 2 et 3, Tchaoudjo 1, 2 et 3 et Mò 1 et 2, les maires concernés, les ONG locales, des équipes des ministères de l'Environnement et de l'Agriculture, les chefs traditionnels...

Le projet est financé par le Fonds Inde-ONU pour le partenariat au développement et mis en œuvre



par l'UNESCO. Il constitue aussi un appui d'inscription du parc national Fazao-Malfakassa au réseau mondial des réserves de biosphère de l'UNESCO.

En rappel, l'autre projet «Développement durable par les activités respectueuses de la biodiversité : soutenir les communautés rurales à proximité du parc

national de Fazao-Malfakassa», lancé en juillet 2019 pour une durée de 2 ans et financé à hauteur de 600 millions de francs Cfa par le gouvernement indien à travers le Fonds Inde-ONU, devait permettre d'ériger ce parc en «réserve de biosphère» de l'UNESCO pour sa richesse faunique et floristique exceptionnelle.

## 8È CONFERENCE ET AG DU WAAPAC

### Les parlements de l'Afrique de l'Ouest engagés pour la relance économique post covid-19

Les membres de la West Africa Association of Public Accounts Committees (WAAPAC) sont en réunion à Lomé. Il s'agit de leur 8<sup>ème</sup> conférence et Assemblée générale qui servira de cadre de réflexion aux mécanismes de relance économique post Covid. Selon le Président de la WAAPAC, le

député togolais Djossou Sémondji, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale du Togo, il est nécessaire que les élus du peuple se penchent sur le sujet d'autant que ce sont eux qui approuvent les budgets de l'Etat et autorisent le gouvernement à l'exécuter. La réflexion est importante au

vu de la situation qui a prévalu pendant la crise sanitaire et surtout de la situation post-covid où les budgets de l'Etat ont subi des pressions énormes de toutes parts.

A Lomé, les parlementaires membres du WAAPAC vont être édifiés sur le rôle des parlements dans les systèmes nationaux d'éva-

luation, les effets, défis et opportunités liés à la crise de la covid-19, le débat d'orientation budgétaire et le vote parlementaire en période de crise, les enjeux de la mobilisation des ressources, afin qu'ils saisissent les véritables enjeux et les opportunités liés à la crise de la covid-

(suite à la page 4)

## LE «GUIDE DU CAFÉ»

## Lancé à Lomé le 27 mai en «français» pour le bien de l'inclusion de tous les acteurs

Late Pater

Comment la filière caféière va-t-elle arriver à s'accorder avec ce qui ressemble à un paradoxe, tout en restant résiliente et stratégique ? Les tendances sont à la hausse depuis des années : plus de 3 milliards de tasses de café consommées par jour ; le revenu annuel de l'industrie du café est passé à plus de 200 milliards de dollars ; des millions de producteurs de café, principalement des petits exploitants, ont augmenté leur production de 50% ; et la demande devrait encore augmenter dans les années à venir. Seulement, pour remplir cet environnement dynamique, le secteur du café connaît la volatilité des prix du marché, les incertitudes liées au changement climatique, les avancées technologiques, l'évolution des modes de consommation, sans oublier l'abandon de l'agriculture par les jeunes en milieu rural, l'inégalité entre les sexes, le manque de revenu vital pour les producteurs et la faible application de la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme, qui sont



Enselme Gouthon, Président de l'ACRAM

persistants et inhérents au système actuel de la chaîne d'approvisionnement du café.

À la question de départ, le «Guide du café» répond en mettant en évidence les problèmes qui doivent être résolus, les opportunités qui doivent être explorées et les moyens d'aller de l'avant. Accessible partout et gratuitement, le «Guide du café» se veut un outil pratique pour les producteurs, les exportateurs et les autres acteurs de la chaîne de valeur afin de soutenir une transformation positive du secteur. Dans ses pages, des su-

jets diverses et importants tels que le changement climatique, la volatilité des prix du café, le revenu minimum, les inégalités de rapport, de profit et de ressources dans la chaîne d'approvisionnement. Clairement, le Guide est la source la plus complète et la plus pratique au monde en ce qui concerne le commerce international du café. Il est le produit de l'initiative du Centre du commerce international (ITC), dénommée «Alliances pour l'action, A4A», pour accompagner cette transformation.

Le «Guide du café» est à sa qua-

trième édition. Pour la première fois, il est traduit en français, avant les versions espagnole et portugaise à venir. «Une étape vers le ciblage et l'inclusion active des acteurs du café de toute l'Afrique francophone», se réjouit-on. Et c'est la publication de la quatrième édition de son «Guide du café» en français que ITC lance officiellement ce 27 mai 2022 à Lomé, en partenariat avec l'Agence africaine et malgache du café Robusta (ACRAM). L'événement est placé sous le patronage du Président togolais, Faure Gnassingbé. Cette traduction française a été facilitée par le soutien de l'ACRAM, de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes

et du Pacifique (OEACP). L'UE et l'OEACP financent conjointement le programme «ACP Business-Friendly», qui est mis en œuvre par l'initiative d'agro-industrie durable «Alliances pour l'action» de l'ITC, qui est également à la tête du projet de création du «Guide du café».

En avant-première, pour faire désirer l'événement, les organisateurs confient que le Guide prépare le secteur africain du café Robusta au succès puisqu'il se concentre sur le Robusta découvert pour la première fois en Afrique de l'ouest dans les années 1800. Petit pays producteur à grande qualité, le Togo doit s'honorer d'accueillir l'événement pendant que tous les

efforts se font pour promouvoir la consommation locale du café. En octobre 2021, des kiosques à café togolais ont été installés et ouverts au public, avec le soutien financier de l'Organisation internationale du café (OIC), l'Organisation interafricaine du café (OIA) et du Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC). A juste titre, ce 27 mai, des certificats de participation aux ateliers de formation (dans 7 pays de l'ACRAM dont le Togo) sur la gestion moderne de kiosques et bars à café seront remis. En plus d'un concours de dégustation des cafés originaux des différents pays de l'ACRAM.

## NOUVELLE CAMPAGNE COTONNIERE

## 180.000 ha d'emblavure espérés pour 2022-2023

F. Woussou

*C'est reparti pour une nouvelle campagne de coton après celle de 2021-2022 qui n'a pas su combler les attentes, avec seulement 52.000 tonnes de coton graine récoltées. Qu'à cela ne tienne, les engagements sont pris de nouveau pour atteindre, sur le plan national, 146 913 tonnes de production pour la saison 2022-2023. Pour y parvenir, les producteurs envisagent d'emblaver 180.000 ha espérant un rendement de 816 kg / ha.*

Dans les détails, 56.759 producteurs de la région des savanes doivent emblaver 59.000 ha pour une production de 47.200 tonnes avec un rendement de 800 kg /ha. La région de Kara doit emblaver 42.900 ha pour une production de 39.811 tonnes avec un rendement de 928 Kg/ha. 39.811 producteurs devraient s'y mettre. Pour la région centrale, voici les données: 6.281 producteurs pour 4.500 ha de superficie, 4.122 tonnes de production avec un rendement de 916 Kg/

ha. Plateaux Nord avec ces 18.927 producteurs, aura à emblaver 28.000 ha pour une production de 22.000 tonnes. Rendement attendu à 800 Kg/ha. Dans le Plateaux Sud, il est prévu une superficie de 30.000 ha d'emblavure pour 21.700 tonnes. 700 kg/ha comme rendement. La FNGPC doit mobiliser 26.372 producteurs. Pour la région maritime, 5.682 producteurs doivent emblaver 14.600 ha en vue d'obtenir 11.600 tonnes. Un rendement de 800 Kg/ha est souhaité.

Compte tenu de la situation observée lors de la campagne précédente où plusieurs producteurs ont choisi de faire du soja au détriment du coton, la FNGPC indique que pour atteindre ces objectifs, les actions suivantes seront menées: la sensibilisation porte à porte, le partage de l'information sur les médias, la recommandation des semis précoces, la mise en valeur des ZAAP de l'Etat et 2.500 ha de la FNGPC, la pratique des nouvelles techniques de production, la récolte rapide et sécurisée

du stock, la collecte et le paiement rapide.

Sur les conseils de semis, l'Institut Togolais de recherche agronomique rappelle aux producteurs de la région de la Savane, Kara et Centrale que la période recommandée pour semer le coton va du 1er juin au 30 juin. Dans les régions des Plateaux et la Maritime, la période recommandée est du 10 juin au 10 juillet pour le «plateaux nord» et du 20 juin au 20 juillet pour le «plateaux sud» et la région maritime. « Pas de semis après le 20 juillet », a martelé le directeur de l'ITRA de peur que la période ne tombe dans la petite saison sèche et compromette la bonne tenue des plants de coton. Après les semis, il faut aller au sarclage deux semaines après. En termes de dose de semis, il est recommandé 5 à 7 graines par pocket. « Si la levée des plantes n'est pas bonne, il faut faire le re-semis 7 jours après », conseille l'ITRA. Les variétés de semences utilisées pour la production sont la variété STAM 129 A et STAM 190.

## POUR EVITER DES DESAGREMENTS

## Kokoroko veut que les dons aux écoles soient encadrés

F. Woussou

La hiérarchie de l'éducation dit avoir constaté la prolifération de réception de dons dans les établissements scolaires sans aucun accord du ministère chargé de l'éducation. « Cette manière de faire est signe d'insubordination des chefs d'inspections et des chefs d'établissements », fait-on remarquer au ministère chargé des enseignements primaire, secondaire et technique qui rappelle que toute donation, quelle que soit sa nature, ou sa source de financement doit être impérativement signalée à l'autorité compétente par

la région centrale. Il est donc demandé aux concernés de prendre les dispositions idoines pour le respect scrupuleux de cette instruction.

Respect des normes dans la construction des établissements scolaires

En ces temps d'intempéries dans le pays, il est courant d'entendre et constater que des infrastructures scolaires, notamment les bâtiments ont été décoiffés ou endommagés. Le constat a été fait par le ministre des enseignements primaire, secondaire, technique. Dans un courrier à l'endroit des responsables des structures par-

par le ministère des enseignements primaire, secondaire, technique, et de l'artisanat», affirme Dodzi Kokoroko dans le courrier.

Tout en remerciant l'ensemble de la communauté éducative du Togo pour leurs appuis multiformes à l'amélioration des conditions d'apprentissage, le ministre invite tous les partenaires engagés à accompagner le gouvernement sur les questions d'infrastructures scolaires, à se conformer aux normes et aux standards validés par le ministère. Dodzi Kokoroko rassure les partenaires que les services techniques de son département, à travers les chefs division



Une école tombée au Togo à la suite des intempéries. Ce que Dodzi KOKOROKO, Ministre de l'Enseignement, MEPSTA, souhaite éviter dorénavant



voie hiérarchique pour permettre de prendre des dispositions pratiques en vue de son accompagnement. « Par ailleurs, tout directeur ou chef d'établissement qui procédera à une réception d'un don sans l'autorisation de la hiérarchie supérieure de l'éducation sera purement et simplement déchargé de sa responsabilité administrative », lit-on dans une note signée du directeur régional de l'Education (DRE) de

tenaires, Dodzi Kokoroko indique qu'il lui a été donné de constater que les dégâts causés par les pluies et les vents violents portent essentiellement sur les bâtiments construits soit par les parents d'élèves, soit par d'autres partenaires ou acteurs du système éducatif. « À l'analyse technique de cette situation, il ressort que les plans de construction exécutés par les donateurs ne sont pas conformes aux normes et standards validés

construction des directions régionales de l'Education (DRE) et de la Direction de la planification et d'éducation et de l'évaluation (DPEE), sont à leurs dispositions pour leur apporter l'accompagnement nécessaire dans la construction de ces bâtiments scolaires. Ceci, dans l'objectif de disposer, sur l'ensemble du territoire national, d'un cadre beaucoup plus sécurisé pour la formation des apprenants.

## 8È CONFERENCE ET AG DU WAAPAC

## Les parlements de l'Afrique de l'Ouest engagés pour la relance économique post covid-19

(suite de la page 3)

19 pour une relance économique post covid-19.

Pour la Présidente de l'Assemblée nationale du Togo, le thème choisi pour la rencontre de Lomé à savoir, « rôle des parlements dans les mécanismes de relance économique post COVID-19 », témoigne de la volonté des représentants du peuple de contribuer à asseoir une économie résiliente et inclusive. « Il est donc impérieux de soutenir ces genres de rencontres des élus du peuple visant à renforcer leurs capacités en matière de contrôle de l'action gouvernementale et à la consolidation des systèmes de ré-



Photo de famille

silience socioéconomique de nos pays. De toute évidence, les Assemblées parlementaires sont appelées à apporter leur contribution au renforcement de la stabilité des cadres macroéconomiques », fait remarquer la Présidente de l'Assemblée nationale dont le discours

a été prononcé par le vice-président Pacôme Adjourové.

Bon à savoir, le siège de la WAAPAC se trouve à Accra, capitale du Ghana où elle a été créée le 26 janvier 2009. Le Togo assume la présidence de cette Organisation depuis 2015.

## FOOTBALL/ FORMATION

## Markus Högner forme au Centre Swallows

Une quarantaine d'entraîneurs de football sont depuis lundi matin au centre Swallows sous le guide de l'allemand Markus Högner pour un stage de formation de six jours. Ceci est une initiative du centre Swallows en collaboration avec Puma qui vise à renforcer les capacités des coaches qui officient au sein de ce centre.

Hervé A.

L'un des socles du développement du football actuel reste sans doute la formation à la base et abondant dans le même sens le centre Swallows depuis un moment multiplie des actions pour une meilleure formation des jeunes à sa disposition.

" C'est une formation pour les coaches de Swallows. Etant en train de monter en gamme avec une vision de faire comme les grandes académies, il est important de donner des capacités, des outils, des mécanismes et les bagages ; bref tout ce qu'il faut à nos coaches pour qu'ils puissent donner une formation idéale aux jeunes pour atteindre les objectifs que nous visons. Donner la chance aux jeunes de devenir des professionnels et surtout construire l'humain. C'est tout à fait normal d'ouvrir cette formation à d'autres coaches de 2A-FOOT mais aussi à d'autres coaches désireux d'apprendre ", a déclaré Florent Kataka, l'administrateur délégué du centre Swallows.

Pour le formateur allemand, Markus Högner, c'est une immense



joie de se retrouver à Lomé pour partager ses connaissances. " Je me réjouis d'être ici et je pense que ce serait une semaine intéressante. Je crois aussi que les entraîneurs sont très motivés. J'ai le programme de formation des jeunes C et B. Nous avons quatre modules à savoir la formation des enfants et des jeunes, la formation de la performance dans le football, les tactiques individuelles et les tactiques d'équipes. Je

pense que ce qui est important est que les entraîneurs obtiennent une organisation claire. Il y a aussi à souligner la formation des enfants et des adultes ", a-t-il laissé entendre.

Présent à la cérémonie d'ouverture, Gneni Sébabi, directeur technique national salue l'initiative : " L'initiative est salubre, étant donné que ça fait partie des tâches de la direction technique nationale et de la politique de la planification établie par

la FTF, dans le cadre de la formation des entraîneurs et éducateurs. Je pense que cette initiative est venue à point nommé. Naturellement ces entraîneurs qui participent à cette formation auront des connaissances supplémentaires en matière de football pour pouvoir transmettre à leurs jeunes dans les districts et ligues pour élever le niveau du football togolais ", a-t-il affirmé. (avec togofoot.info)

## ARBITRAGE

## La FIFA et le Tournoi Maurice Revello s'associent pour une première mondiale

La FIFA et le Tournoi Maurice Revello (Festival International Espoirs) vont collaborer pour une étape unique dans l'arbitrage, à l'occasion de la 48ème édition de la compétition, du 29 mai au 12 juin 2022.

Pour la première fois lors d'un tournoi réunissant des équipes nationales masculines, les 12 trios d'officiels de match seront exclusivement féminins. Ces trios sont candidats à la Coupe du Monde Féminine de la FIFA, Australie & Nouvelle-Zélande 2023™ et superviseront les 26 rencontres.

Cette initiative fait partie du projet Road to Australia/New Zealand de la FIFA, qui vise à préparer les arbitres à la prochaine Coupe du Monde

Féminine de la FIFA. Plus récemment, une autre première historique a vu six officielles femmes nommées pour la Coupe du Monde de la FIFA Qatar 2022™.

Kari Seitz, Responsable de l'Arbitrage Féminin à la FIFA, déclare : " Cette compétition très spéciale donnera aux arbitres une chance d'officier lors d'un autre événement de haut niveau où elles pourront montrer leurs compétences, dans l'espoir d'être sélectionnées pour la Coupe du Monde Féminine de la FIFA de l'année prochaine. " Il est important d'utiliser chaque minute de cette importante compétition pour préparer les arbitres mentalement, physiquement et techniquement. C'est particulièrement important compte tenu des effets dé-

vastateurs du COVID et de la perte de près de deux ans d'entraînement et de préparation en commun. Cette nouvelle relation importante avec le Tournoi Maurice Revello n'aurait pas pu arriver à un meilleur moment."

Pendant trois semaines, les 36 arbitres participantes, originaires de 21 pays différents, assisteront à des séances d'entraînement quotidiennes spécifiques, à des séances d'analyse vidéo des matches, et officieront lors des rencontres. Alain Revello, Président du Tournoi Maurice Revello, explique : " Près de 50 ans après avoir eu l'idée de réunir les meilleurs jeunes talents du monde du football dans le sud de la France, ce tournoi se prépare à franchir une nouvelle étape de son histoire".

" Si de nombreux joueurs ayant participé aux tournois passés sont devenus des références dans le monde du football, comme Cristiano Ronaldo, Zinedine Zidane, Thierry Henry, Jean-Pierre Papin, Hristo Stoichkov, Dani Alves ou David Beckham parmi d'autres, nous sommes très impatients de voir les femmes qui seront au cœur de l'événement et prêtes à briller en 2023 en Australie et en Nouvelle-Zélande."

" Personnellement, je tiens à remercier Kari Seitz de nous avoir accordé sa confiance. Ce tournoi, suivi dans le monde entier par les fans et les observateurs des plus grands clubs, offre enfin la possibilité de mettre les hommes et les femmes sur un pied d'égalité."

## TOURNOI U20 UFOA B

## Le Nigeria et le Bénin qualifiés pour la CAN U20

Le Nigeria et le Bénin ont décroché leur ticket pour la finale du tournoi qualificatif de la zone UFOA B et validé leur place pour la prochaine CAN U20 TotalEnergies qui aura lieu en Egypte en 2023.

Les Ivoiriens se sont inclinés en demi-finale devant une équipe solide du Nigeria qui a imposé son physique à la Côte d'Ivoire. Après le nul (1-1) à la 90e, le Nigeria s'est montré supérieur dans les prolongations par l'entremise d'Ibrahim Yahaya qui a offert la qualification à son pays sur penalty (2-1, 109e).

Les choses sont d'ailleurs parties très vite pour le Nigeria qui a profité d'une mauvaise appréciation du gardien de but ivoirien pour ouvrir très tôt le score. Le but de Daniel Daga (1-0, 4e) est intervenu sur un corner

exécuté par Ibrahim Muhammad.

Les Ivoiriens tentent plusieurs fois la réplique. Abdoulaye Djiré (29e) et Abdramane Konaté (30e) ne profitent pas des opportunités. A cinq minutes de la pause, une grosse frayeur s'empare du camp ivoirien. A deux reprises (40e, 42e), la défense ivoirienne se faisait prendre à défaut.

On décompte le temps additionnel quand Seydou Traoré, l'attaquant de luxe des Eléphants, est accroché dans la surface de réparation alors qu'il était en plein offensive. Le joueur se fait justice et permet à la Côte d'Ivoire d'aller à la pause avec la parité au score (1-1, 47e).

De retour des vestiaires, la Côte d'Ivoire est très à l'aise dans le jeu. Elle impose même son jeu fait de passes. Ceci fait reculer le Nigeria. Mais



le danger se fait sentir à tout moment dans les deux camps jusqu'au terme du temps réglementaire. Eléphants et Super Eagles se dirigent vers les prolongations.

Sans doute boostés par les consignes de leur coach, les Super Eagles mettent les Eléphants en difficulté. Ils poussent le pion jusqu'au

deuxième quart d'heure où ils obtiennent un penalty à la suite d'une faute sur Onuché Ogbelu. Le tir de réparation est transformé par Ibrahim Yahaya (2-1, 109e).

Les Super Eagles imposent la rigueur défensive dans la suite du temps. Les Ivoiriens ne trouvent point les clés jusqu'au coup de sifflet final.

La Côte d'Ivoire perd même son milieu de terrain, Arafat Domba sorti sur un carton rouge. Pendant ce temps, Daniel Daga est désigné Homme du match.

Le Nigeria file ainsi en finale et rencontre le Bénin, vainqueur du Burkina Faso (2-1) dans la première demi-finale. Ivoiriens et Burkinabè sorti malheureux de ces demi-finales, s'affronteront pour le match de la troisième place.

## BREVES

## La dissolution décidée en septembre

Plus de doute possible : GAISF appartiendra bientôt au passé. Son président, l'italien Ivo Ferriani, l'a confirmé en fin de semaine passée à l'occasion d'une assemblée générale en ligne : l'organisation faitière des fédérations sportives internationales devrait être dissoute en septembre prochain. Sa dissolution sera discutée lors d'une assemblée générale extraordinaire.

Ivo Ferriani l'a expliqué : " GAISF a longtemps rempli des fonctions et des objectifs utiles. Cependant, elle a connu une réduction significative de la portée de ses activités au cours des dernières années. Le Conseil de GAISF est donc arrivé à la conclusion que les effets de cette évolution devaient être analysés. C'est pourquoi nous annonçons aujourd'hui qu'une assemblée générale extraordinaire sera convoquée, en septembre, pour décider de la dissolution de GAISF."

Au cours des prochains mois, GAISF organisera une série de sessions de questions-réponses à destination de ses membres, dirigées par un groupe de travail juridique. Au cours de la même assemblée générale virtuelle, vendredi 20 mai, le vice-président de GAISF, Stephan Fox, a fait le point sur la préparation des Jeux mondiaux des sports de combat 2023 (World Combat Games), prévus à Riyadh, en Arabie saoudite. Ils dureront neuf jours, réuniront 15 sports de combat et arts martiaux, et proposeront tout à la fois des compétitions, des démonstrations sportives, des conférences éducatives et des ateliers animés par des grands maîtres des arts martiaux.

## Le défi de la gestion des foules

Les organisateurs l'ont annoncé dimanche 22 mai, à six mois presque jour pour jour de l'événement : le plus gros défi à relever pendant le Mondial de football 2022 au Qatar (21 novembre au 18 décembre) sera la gestion des flux de supporters étrangers dans une seule ville, Doha.

Entre 1,2 et 1,4 million de visiteurs sont attendus au Qatar. Ils seront tous concentrés dans un périmètre très réduit, avec seulement 75 kilomètres entre les deux stades les plus éloignés et huit matchs disputés tous les deux jours pendant la phase de groupes (21 novembre au 2 décembre). " Approximativement 350 000 supporters seront à Doha en même temps, a expliqué à l'AFP le directeur de la sécurité de la FIFA, Helmut Spahn. Il faudra gérer cela, mais nous pouvons faire l'histoire, et je suis presque sûr que nous y arriverons. " Selon Helmut Spahn, le risque, notamment terroriste, est " faible et sous contrôle " par rapport aux éditions précédentes en Allemagne en 2006, Afrique du Sud en 2010, Brésil en 2014 et Russie en 2018.

" Nous avons eu des menaces d'attaque terroriste avant un Mondial, des grèves dans la sécurité privée et la police, parfois des problèmes d'infrastructures dans des stades qui n'étaient pas prêts. Mais ça n'est pas le cas ici ", assure-t-il.

## Six femmes pour l'histoire

Historique. Pour la première depuis la création de l'épreuve, six femmes feront partie du corps arbitral à la Coupe du Monde de football en 2022 au Qatar. La FIFA a dévoilé jeudi 19 mai la liste des officiels sélectionnés pour le tournoi planétaire. Elle compte 129 noms, dont 36 arbitres de champ, 69 assistants et 24 assistants vidéo.

Parmi eux, six femmes. Trois d'entre elles - la Française Stéphanie Frappart (photo ci-dessus), la Rwandaise Salima Mukansanga et la Japonaise Yoshimi Yamashita - ont été désignées parmi les arbitres de champ. Les trois autres - la Brésilienne Neuzza Back, la Mexicaine Karen Diaz Medina et l'Américaine Kathryn Nesbitt - officieront aux côtés des arbitres assistants.

La FIFA l'explique dans un communiqué, par la voix de l'italien Pierluigi Collina, le président de la Commission des arbitres : " Leur désignation est le résultat d'un long processus entamé il y a plusieurs années, qui a commencé par la nomination d'arbitres femmes pour certaines compétitions masculines seniors et de jeunes de la FIFA."

A l'avenir, la présence d'arbitres femmes lors de compétitions masculines de haut niveau sera considérée comme la règle plutôt que l'exception". Tous les arbitres désignés au sein des six confédérations débiteront leur préparation dès cet été par une série de séminaires organisés à Asuncion, Madrid et Doha. Ils seront notamment dédiés à la protection des joueurs, l'uniformité dans l'application des règles, et la compréhension des caractéristiques des équipes et des joueurs.

## Benjamin Mendy plaide non coupable

Le défenseur international français de Manchester City Benjamin Mendy a plaidé non coupable de viols et d'agression sexuelle lundi devant la justice britannique.

" Non coupable ", a répété à plusieurs reprises le footballeur de 27 ans devant le tribunal de Chester (nord-ouest de l'Angleterre), niant les sept viols, la tentative de viol et l'agression sexuelle dont il est accusé par six femmes. Ces neuf chefs d'accusation concernent des faits qui se seraient déroulés entre octobre 2018 et août 2021 à son domicile de Prestbury, dans le Cheshire.

Après avoir passé plusieurs mois en détention provisoire, le champion du monde de 2018 avait été libéré début janvier et placé sous contrôle judiciaire, dans l'attente de son procès qui doit s'ouvrir le 25 juillet. L'affaire avait démarré fin août 2021 quand le club de Manchester City avait annoncé la suspension du joueur, sous contrat jusqu'en juin 2023, sans autre explication.

La justice anglaise avait ensuite rapidement annoncé que le joueur avait été placé en détention provisoire après avoir été accusé de quatre viols et d'une agression sexuelle, par trois femmes dont une mineure. D'autres inculpations s'étaient ensuite ajoutées.

Formé au Havre, révélé à Marseille et passé une saison par Monaco, Benjamin Mendy était devenu le défenseur le plus cher de l'histoire en 2017 quand les Citizens avaient déboursé 52 millions de livres (environ 61,4 millions d'euros au cours actuel) pour s'attacher ses services.

A son arrivée à City, il était considéré comme l'un des grands espoirs français et mondiaux au poste d'arrière gauche. Mais la carrière du joueur de 27 ans a été freinée depuis quatre ans par des blessures. Sa vie en dehors du terrain n'a pas toujours été exemplaire non plus, les impitoyables tabloids anglais se délectant à l'automne 2020 de la saisie de sa Lamborghini, d'une valeur de plus de 500.000 euros, qu'il conduisait sans permis ni assurance. Dans cette affaire, il a plaidé coupable et a été condamné à un peu plus de 1.000 euros d'amende.

## SIGNAUX AU VERT AU PORT DE LOMÉ

**Edem Tengué confirme: «Les investissements consentis il y a quelques années ont porté leurs fruits»**

Avec une profondeur de 16,60 mètres, le Port de Lomé est le seul port en eau profonde sur la côte ouest-africaine, capable d'accueillir des navires à fort tirant d'eau. Son statut de port franc permet des facilités douanières qui sont synonymes de gain de temps. C'est aussi un pôle d'attraction commercial et industriel important en lien avec la feuille de route gouvernementale 2020-2025. Dans une interview accordée à nos confrères de «afrique.latribune.fr», le ministre chargé de l'économie maritime, Edem TENGUE, a indiqué que les résultats des investissements consentis il y a quelques années ont porté leurs fruits. Avec 15 % de croissance en 2020, Lomé est devenu le 4<sup>ème</sup> port à conteneurs d'Afrique.

**F. Woussou**

Le ministre fait savoir qu'au port autonome de Lomé, la capacité actuelle du terminal est de 2,2 MEVP/an. « Compte tenu de l'importance de la croissance du trafic portuaire, le conseil d'administration du Terminal LCT a décidé d'une expansion du Terminal pour anticiper les besoins futurs. Les travaux devraient commencer dans les tout prochains jours. Il a également été décidé d'acquérir du matériel de maintenance supplémentaire », a-t-il relevé. Déjà, deux grues mobiles supplémentaires ont été réceptionnées récemment par Lomé Container Terminal (LCT) pour accélérer la cadence des chargements et débarquement des conteneurs. Car, le trafic des conteneurs est en croissance de 15 %, passant de 1,7 million de conteneurs en 2020 à 1,9 millions

de conteneurs en 2021.

Il faut souligner que le développement de la plateforme portuaire avec Lomé Contenaire Terminal (LCT) depuis 2015 a permis au Togo de devenir le 4<sup>ème</sup> port à conteneurs du continent. Il est la première plateforme de transbordement des marchandises containerisées d'Afrique de l'Ouest et la seconde d'Afrique subsaharienne, juste derrière Durban en Afrique du Sud. « C'est aussi un grand carrefour international pour les pays de la sous-région comme le Mali ou le Niger. Parallèlement, l'arrivée de MSC a permis de décupler la capacité du Togo à se connecter directement aux autres ports d'Afrique », soutient le ministre.

A l'en croire, le Togo va donc poursuivre la modernisation du port autonome de Lomé pour que les bons résultats du trafic se pérennisent. C'est dans cette opti-

que, mais aussi pour attirer les investisseurs étrangers et pour renforcer les capacités logistiques, que l'Etat a développé la plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) dotée d'un port sec. Cette plateforme intégrée et multisectorielle inscrite dans le Plan national de développement (PND, 2018-2022), en plus de proposer un certain nombre de facilités administratives à travers son guichet unique, permettra bientôt de soutenir la transformation locale. « Elle sera opérationnelle dans les jours à venir. Nous sommes actuellement en phase de réglages techniques. Cette plateforme permettra également à terme de décongestionner la zone portuaire conformément aux perspectives de croissance attendues dans les années à venir », affirme Edem TENGUE.

D'ailleurs, les échanges avec tous les acteurs portuaires se dé-



Le ministre de l'Economie maritime, Edem Tengué au PAL lors de la réception des nouvelles grues

roulent fréquemment, notamment ceux des pays de l'hinterland (Burkina Faso, Mali, Niger) pour leur permettre d'être au même niveau d'information en ce qui concerne les procédures de transfert du port maritime au port sec de la PIA.

Tous ces progrès se font dans un cadre de sûreté et de sécurité des eaux du pays. Elles sont, effectivement, surveillées de près par la marine togolaise. « La question de la sécurité maritime et portuaire représente l'une de nos priorités. Ces dernières années, les eaux du golfe de Guinée ont été en proie à plusieurs attaques de pirates. Cela étant, le Togo a bien résisté comme en témoigne le nombre de navires qui attendent au mouillage, dans le port

de Lomé. Le Togo est reconnu par la communauté des armateurs comme disposant d'eaux sûres », rassure le ministre TENGUE. L'existence d'une préfecture maritime qui coordonne les activités de l'ensemble des administrations permet de mettre rapidement les moyens de la marine nationale, au service de la lutte contre la piraterie.

**Protection sécuritaire mais aussi légale**

Ainsi, le pays a accordé une place centrale au renforcement de l'arsenal juridique, tant sur le plan des normes environnementales que sur celui de la sécurité. Pour le gouvernement, il est crucial de conjuguer développement maritime et protection de l'environnement. C'est ainsi que le Togo a

ratifié un certain nombre de conventions internationales. En mai 2021, l'Assemblée nationale votait une loi sur l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral togolais. Il faut rappeler que l'économie maritime représente près de 75% des recettes fiscales du Togo et plus de 80% du commerce extérieur. A en croire le ministre TENGUE, le port reste la principale porte d'entrée et de sortie du commerce international du Togo. « Le produit intérieur brut (PIB) généré dans la zone portuaire se situerait à plus de 50 % du PIB national, selon nos estimations, mais le poids réel de l'économie portuaire et maritime doit encore être précisé », a-t-il indiqué.

Group Vivendi Africa  
**gva**  
TOGO

**CANALBOX**

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

**CANALBOX FÊTE SES 4 ANS AU TOGO  
ET SON OFFRE INTERNET TRES HAUT DEBIT START RESTE  
LA PLUS ABORDABLE D'AFRIQUE**

LOMÉ, le 18 mai 2022 – Depuis le lancement de ses activités au premier trimestre 2018, GVA TOGO est devenu un acteur incontournable du secteur des télécommunications et se mobilise pour participer activement à la transformation du pays en hub digital et technologique, conformément à la vision du Gouvernement et de la Ministre de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale, Cina LAWSON.

**Plus de 300 000 FOYERS ET ENTREPRISES TOGOLAIS ELIGIBLES A CANALBOX**

Avec son réseau en fibre optique jusqu'au domicile (FTTH - Fiber to the Home), GVA TOGO continue de garantir à ses abonnés la meilleure qualité technologique du marché. Aujourd'hui, tous les quartiers de la capitale sont raccordés et grâce à l'extension permanente de sa couverture, GVA permet à plus de 300 000 foyers et entreprises togolais d'être éligibles aux différents services exclusivement Très Haut Débit commercialisés sous la marque CANALBOX.

**START : L'OFFRE INTERNET FIBRE OPTIQUE LA PLUS ABORDABLE DU CONTINENT**

Pour ses 4 ans, CANALBOX fait plaisir à ses clients et aux consommateurs togolais en faisant évoluer ses offres. L'offre START, disponible depuis juillet 2019, voit son débit multiplié par 5 : pour 15 000 FCFA/mois, vous bénéficierez désormais de 50Mbps. Elle demeure ainsi l'offre THD FTTH la plus abordable du continent africain et permet à toujours plus de Togolais de profiter à leur domicile d'un accès internet Très Haut Débit de grande qualité et en illimité. Cette offre permet une très forte démocratisation de l'accès à l'Internet au Togo, contribuant ainsi à réduire la fracture numérique conformément au Plan National de Développement.

L'offre PREMIUM, quant à elle, vous permettra pour 30 000 FCFA/mois de bénéficier de 200 Mbps, répondant ainsi aux besoins, toujours croissants, de débit et au développement des usages.

Depuis 4 ans, des dizaines de milliers de Togolais ont choisi la fibre de CANALBOX, via l'offre START ou l'offre PREMIUM. Les abonnés sont extrêmement satisfaits et nombreux à recommander CANALBOX à leur entourage.

Grace au déploiement de la fibre optique, la démocratisation de son accès et le développement des usages, GVA TOGO continue à positionner le Togo comme un leader du Digital en Afrique Francophone.

Quant à GVA TOGO, l'entreprise continue sa croissance et son développement. Elle compte à ce jour plus de 100 salariés nationaux et sollicite également de nombreux prestataires Togolais, ce qui représente plusieurs centaines d'emplois indirects créés depuis le lancement des activités.

Marco de Assis, Président de GVA TOGO, a déclaré : « Nos équipes poursuivent le déploiement du réseau le plus innovant et performant d'Afrique. Je suis très fier que notre compagnie contribue à rendre le Très Haut Débit accessible à tous en Afrique ; et plus largement à décupler l'impact positif d'internet pour la société en termes de développement, d'innovation et de croissance inclusive. C'est grâce à la volonté politique de réduire la fracture numérique, aux actions concrètes dans ce sens et au soutien sans faille des plus hautes Autorités du Togo, en particulier de Madame la Ministre de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale, que nous avons réussi à nous développer tout en contribuant à cet écosystème essentiel au Togo. Et cela peut être répliqué aujourd'hui dans n'importe quel pays qui déciderait de promouvoir ces activités stratégiques ainsi qu'une concurrence saine et vertueuse ».

**A PROPOS DE GVA – GROUP VIVENDI AFRICA**

GVA, filiale du groupe Vivendi, est un opérateur Télécom spécialisé dans la fourniture d'accès internet Très Haut Débit en Afrique. GVA construit son propre réseau exclusivement en fibre optique et investit à long terme, concrétisant ainsi sa vision en faveur du développement numérique.

GVA a lancé ses activités à Libreville (Gabon) en 2017, à Lomé (Togo) en 2018, à Pointe Noire et (République du Congo) en 2019, à Abidjan (Côte d'Ivoire) et Kigali (Rwanda) en 2020, à Brazzaville (République du Congo), Ouagadougou (Burkina Faso) et Kinshasa (RDC) en 2021, à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), Rubavu (Rwanda) et Goma (RDC) en 2022. Dans chaque ville, GVA a contribué à la création de nombreux emplois locaux ainsi qu'à la professionnalisation des filières d'avenir pour les métiers de l'ingénierie, du numérique et de la distribution.

**CONTACT / COMMUNICATION**

[communication@gva.africa](mailto:communication@gva.africa)

[www.gva.africa](http://www.gva.africa)

Pharmacopée traditionnelle

## Une seule décoction pour soigner mille maladies

Etonam Sossou

Le phénomène est en pleine expansion dans les marchés de Lomé. Pendant que les uns disent trouver leur compte, d'autres y voient un vaste marché de filouterie des produits dont la fabrication des décoctions proposées aux «patients» reste douteuse. Pire un seul produit peut guérir une panoplie de maladies. Sur le site de l'ancienne gare ferroviaire de Tokoin non loin du marché de ce quartier, des hommes et des femmes sont tellement concentrés et attentifs qu'on croirait être en présence des élèves suivant les explications en observant

pour la première fois une réaction chimique dans un laboratoire. Autre impression, on croirait être en pleine séance d'initiation aux rites traditionnels. Rien de tout cela. Car, en se rapprochant de près, l'on tombe nez à nez avec une campagne promotionnelle de «produits qui soignent chacun plus de deux cents maladies». L'on peut emprunter cette expression du «sauveur» en plein spectacle. Le tout sur le regard médusé de ses admirateurs. Sur une étoffe de couleur rouge posée à même le sol, on peut observer des écorces d'arbres, des décoctions embouteillées, des poudres multicolores contenues dans des sachets plasti-

ques noirs à moitié ouverts, des feuilles fraîches ou sèches du gui d'Afrique, de l'eucalyptus, de l'aloès Vera, de l'herbe appelée communément le «roi des herbes» et plusieurs autres plantes toutes aussi inconnues. Elles sont y exposées et commercialisées aux nécessiteux.

Au marché de Gbossimé secteur de vente de la friperie. Celles-ci ont été observées quelques jours auparavant. Comme chez le «médecin ambulante» suscitée, la manière de procéder est la même. Et pour retenir pendant de longues heures son auditoire et confirmer ses actes de guérison par le passé, des photos parfois dégoutantes accompa-

gnent l'exposition. Elles présentent des parties du corps humains rongées par des gros boutons ou laissant jaillir des liquides gluants. «Ce sont des photos de quelques maladies que j'ai eu à guérir. Très souvent, ce sont des sorts qu'on vous a jeté ou un remède destiné à quelqu'un d'autre que vous avez traversé. Je prends en photos comme ça afin que le malade puisse témoigner après sa guérison», explique le harangueur de foule dans un français approximatif. Mais audible. C'est un homme tutoyant la quarantaine. Il arbore un uniforme traditionnel, un chapeau recouvert de plumes et tient dans l'une de ses mains, un chasse-mouche. De temps en temps, il se lance dans un marketing à outrance pour attirer plus de clientèles. «Approchez et découvrez les miracles de la nature. Je sauve les vies à partir d'une simple écorce d'arbre écrasée ou pas. Il suffit juste de respecter les modalités d'utilisation. Je ne suis pas comme les autres qui passent le temps à raconter sans pouvoir guérir. J'ai la solution à vos problèmes : couche de nuit, poisson de nuit, envoûtement, infections virales...», vocifère celui qui se fait appeler «Docta». Cet appel à tue-tête attire de nombreux curieux en quête de solution à leur problème de santé. «Les remèdes que je vends aux gens n'ont aucun effets secondaire après l'avoir bu. Ils nettoient jusqu'à la racine la maladie et même les autres non manifestées qui te rongent». Cette explication est d'Ibrahim, l'un des vendeurs de médicaments dits traditionnels, rencontré à

Adidogomé. Et comme cela transparait dans ses propos, ses produits commercialisés ont la spécificité de soigner divers maux illico : maux de tête, mal de nerf, hémorroïde, hypertension, impuissance sexuelle, syphilis, diabète... Bref, toute passe sous sa drapée avec une assurance du soigneur d'être définitive. C'est pourquoi, plusieurs personnes disent trouver la solution à leur problème auprès de ses «médecins ambulants» et à moindre coût ; paraît-il. La preuve, maman Monique N. dit trouver la guérison aux douleurs atroces qu'elle ressentait au ventre pendant plus de dix ans. Lesquels se caractérisaient par le gonflement de cette partie du corps. «Un jour je passais ici, j'ai rencontré Aladji qui parlait du traitement des douleurs du ventre, je lui ai expliqué mon problème et il m'a remis une poudre que je devais lécher avec l'huile de palme quatre fois par jour. Voilà comment mon mal est parti», explique-t-elle. Evelyne, quant à elle, dit être désormais une cliente régulière parce que ces tradi-praticiens ont réussi à chasser les esprits ayant pris possession de sa maison. «J'ai versé la poudre dans la maison, il m'a lavé et m'a donné une potion de boire. Tout ça pour une valeur de 5.000 FCFA», témoigne-t-elle.

Selon «docta» Fombi, ses prix varient en fonction du problème à résoudre. Mais, poursuit-il, ce sont des montants relativement bas qu'à l'hôpital. D'où proviennent en réalité ses potions et autres décoctions vendues aux «patients»? Fombi rétorque qu'elles viennent des substan-

ces extraites des arbres en brousse. Et malgré le fait que leur posologie est expliquée en un laps de temps au client, Fombi soutient qu'ils soignent efficacement.

Imposteurs et charlatans... jouent le jeu

Fombi rappelle, après interrogation, que «nous ne sommes pas des charlatans et des imposteurs comme on nous appelle. Notre mission est de soigner et même les médecins dits modernes le savent. Et, ils nous envoient leurs malades ou viennent avec eux chez nous». Et de reconnaître : «notre métier est comme tous les autres corps de métiers au Togo où l'on rencontre des imposteurs et des arnaqueurs. Ce sont eux qui prennent des sommes colossales aux malades parce qu'ils se sont rendus compte que la vente des produits fait à base des plantes naturelles donnent énormément d'argent. Donc, ses brebis galeuses ne manquent jamais. Mais la plupart d'entre nous sont sérieux». C'est dans cet élan de sérieux que plusieurs associations de tradi-praticiens ont vu le jour depuis plusieurs années au Togo. L'objectif étant de redorer les lettres de noblesse de la médecine traditionnelle. C'est pourquoi, Morou, un naturopathe, estime que «ces vendeurs de produits dans la rue ne devraient pas y être. Parce qu'il n'y a aucun contrôle réel des produits et les prescriptions ne sont pas réglementées. Le gouvernement devrait interdire ce genre de commerce». Un combat qui est loin de s'arrêter.

## RUPTURE DE COMPTEURS «CASH POWER»

### Les compteurs traditionnels pour secourir les nouveaux abonnés

F. Woussou

C'est une situation on ne plus embarrassante que vit la CEET en ce moment. Elle qui ne jurait que par son produit le «compteur prépayé «Cash-Power»», ravale sa fierté et retourne à ses premiers amours, du moins, momentanément.

Dans une note d'information, le Directeur général écrit qu'au regard de la rupture actuelle du stock des compteurs à prépaiement, et en attendant son renouvellement, la Direction générale demande aux agences et espaces commerciaux de Lomé et des chefs-lieux des préfectures de proposer, aux clients ayant déjà payé leurs devis de branchement prépayé, la pose de compteur post-payé (le compteur classique), sur la période allant du 23 Mai au 31 Août 2022 sans paiement du montant de

l'avance sur consommation. «Dès la disponibilité du stock de compteurs prépayés, le compteur postpayé installé chez le client sera remplacé par un compteur prépayé. Le client qui souhaiterait garder le compteur postpayé sera alors assujéti au paiement du montant de l'avance sur consommation correspondant à sa souscription avec des conditions souples allant jusqu'à 6 mois», fait savoir le Directeur général qui demande à tous ses administrés de respecter cette décision.

Il est important de souligner que depuis quelques mois ou presque une année, plusieurs clients ont laissé des demandes d'acquisition de compteurs prépayés qui n'ont été satisfaites. Pour certains, c'est pour mieux contrôler leur consommation, pour d'autres éviter la dérobade de compteur et pour d'autres encore, ils veulent arrêter



M. BARANDAO, nouveau Directeur général de la CEET

le vol de courant sur ligne. Malheureusement, malgré toutes les démarches engagées, il leur est difficile d'obtenir le nouveau compteur et personne ne leur donnait la bonne information. Aujourd'hui, c'est chose faite, le nouveau Directeur général a décidé de jouer la transparence en annonçant officiellement, le manque de compteurs prépayés. Ceci étant, tous les abonnés n'auront plus à perdre leur temps et leur énergie à la recherche de ce qui n'y est pas.

## Loterie Nationale Togolaise

### COMMENTAIRE DU TIRAGE N°255 DE LOTO Sam du 14 Mai 2022

Le tirage N°256 du LOTO Sam a eu lieu au siège de la LONATO, Samedi 21 Mai 2022 et a fait naturellement des heureux gagnants.

Samedi dernier, c'est à LOME, que la LONATO a enregistré des gagnants de gros lots. Dans les autres villes pays, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à un million de francs qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

En effet, dans la capitale togolaise, trois lots de 1.000.000F CFA et un gros lot de 2.500.000F CFA ont été répertoriés auprès des opérateurs 50323, 90146 et 90133.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

## LOTO SAM

Résultats du tirage N°256 de LOTO SAM du 21 - 05 - 2022

Numéro de base

51 70 03 37 85

## Loterie Nationale Togolaise

### COMMENTAIRE DU TIRAGE N°699 de LOTO KADOO du 13 mai 2022

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au 700<sup>e</sup> tirage de LOTO KADOO avec bonus.

Lors du précédent tirage de LOTO KADOO, c'est à LOME, et à KOUGNOHOU que des gagnants de gros lots ont été remportés. Dans les autres villes du pays, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à un million de francs qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

A LOME, nous avons dénombré un lot de 1.500.000F CFA, auprès de l'opérateur 90133.

A KOUGNOHOU, la LONATO a recensé un lot de 1.250.000F CFA, qui a été gagné sur le point de vente 20522.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS,  
UNE AUTRE FAÇONS DE DEVENIR RICHE !  
BONNE CHANCE A TOUS !!!

## LOTO KADOO

Résultats du tirage N°700 de LOTO KADOO du 20 Mai 2022

Numéro de base

Numéros bonus

39 73 21 31 39 06 83

# La puissance de La Fibre pour entreprise!



Jusqu'à

# 300Mbps

## La Fibre

 119/888

ou en agence/commercial itinérant

Offres	Pro Plus	Pro Cyber
<b>Débits</b>	Jusqu'à 200 Mbps	Jusqu'à 300 Mbps
<b>Tarifs</b>	125 000 FCFA / Mois	200 000 FCFA / Mois

Options professionnelles disponibles sur demande.

Installation gratuite. Frais d'accès : 25 000 FCFA (activation du service et mise à disposition d'un modem WiFi). Offres soumises à conditions.

**Avancer. Pour vous. Pour tous.**

togocom.tg   

  
**Togocom  
Business**